

INTERVIEW D'UN RESPONSABLE DU BUREAU DE L'OLP A PARIS,  
HICHAM MUSTAPHA

**"Au Liban, la Résistance combat  
pour défendre ses intérêts vitaux"** VOIR PAGE 3

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

# Le quotidien du peuple

MARDI

20

JANVIER

1976

N° 88

1,50 F

Belgique : 15 F  
Commission paritaire n° 56 942

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

KISSINGER A MOSCOU

## LA DETENTE BAT DE L'AILE

«Limitation des armements stratégiques» (SALT). Angola, tels sont les deux points importants que Kissinger va discuter à Moscou.

Le premier avait déjà donné lieu à un accord, qu'il s'agit aujourd'hui de prolonger. Serait-il si-

gné, qu'aucune illusion ne devrait en résulter : ces dernières semaines, la violation de l'accord précédent par l'URSS n'a cessé de défrayer la chronique. Et ce qui a fait obstacle à celui qu'on mettra peut-être au point demain à Moscou, c'est la tentative des deux partenaires pour transformer sans le dire en armes «stratégiques» (à longue portée) des armes prétendues «tactiques». Que Washington et Moscou s'entendent demain pour limiter la portée, l'un de ses bombardiers «backfire», l'autre de ses missiles «cruise», ne les empêchera pas, demain, de poursuivre la course aux armements qui n'a cessé de s'accélérer à chaque fois que de tels traités étaient signés. La «limitation» de l'épouvante n'est que supercherie, dont aucun des adversaires n'est dupe, et à laquelle nous ne devons pas nous laisser prendre.

L'Angola, depuis plusieurs mois maintenant, voit les Soviétiques tenter d'assurer leur contrôle, tandis que les USA cherchent à maintenir le leur. Un «marché» serait-il en vue, dans le genre «SALT contre Angola»? Kissinger a multiplié là-dessus les déclarations contradictoires, affirmant tantôt que l'affaire

angolaise pourrait «affecter les SALT elles-mêmes», tantôt que ces négociations ne devaient pas souffrir des «hauts et des bas» des relations soviéto-américaines.

Au-delà même du cynisme que représente cette façon de prétendre disposer du sort d'un peuple, ces contradictions témoignent des hésitations d'un impérialisme sur le déclin à s'engager outremer dans un conflit local où il craint de laisser des plumes. A quelques mois des élections présidentielles, les votes contradictoires émis par le Sénat et le Congrès américain sur cette question montrent la perplexité de la bourgeoisie US sur sa propre capacité à faire face à son concurrent soviétique.

Qu'il s'agisse, en tout cas, des SALT ou de l'Angola, les rapports entre les deux super-grands n'ont cessé de se détériorer. Et la signature d'un quelconque accord ne pourra perturber directement cette logique, qui veut aujourd'hui que, Moscou cherchant à étendre son contrôle et Washington à préserver le sien, ils menacent tous deux le monde de la guerre la plus destructrice de l'histoire.

Jean LERMET

## espagne

• réquisition des  
200.000 cheminots

• manifestation  
aujourd'hui à Madrid



La réquisition devient une règle du «libéral» Juan Carlos : hier, le métro (notre photo), à poste, aujourd'hui les cheminots...

voir page 8

## NOGENT SUR SEINE

PARIS (Porte des Lilas) pour briser la grève des loyers :  
**LES FLICS DÉLOGENT LES RÉSIDENTS**

(voir page 4)



Les habitants de Nogent-sur-Seine ne veulent pas de centrale nucléaire sur leur commune. Ils l'ont fait savoir en manifestant contre la décision d'EDF d'implanter à Nogent sur Seine une des plus importantes centrales nucléaires prévues.

### SOMMAIRE

- VIIème plan : pilotage à vue dans une économie de crise (p. 4)
- santé : la convention médecin-sécurité sociale (p. 4)
- luttes ouvrières : Schumberger, Vet France (p. 5)
- Moon : un personnage impuni qui rend bien des services (p. 8)
- Angola : progression du MPLA au Nord, durs combats au Sud (p. 8)

**la vie du journal**

**ce que vous avez apprécié le plus dans les derniers numéros du quotidien du peuple**

Besançon : «Félicitations pour les articles sur le Sahara Occidental, et tout particulièrement pour la page qui lui est consacrée dans le n° du 12 janvier. Toute une page, et le camarade a trouvé le moyen de nous passionner jusqu'à la fin ! On partage la vie de ces combattants : 60 000, disait Andrieu, crachant sur ce «petit» peuple, petit en nombre seulement... mais le niveau de leur combat

est tel, où se conjuguent lutte armée et lutte idéologique, qu'il fait éclater cette vérité : il fait partie des avant-postes de la révolution mondiale. Leur héroïsme est enthousiasmant.»

Asnières : «dans le QdP du 8 janvier, un reportage sur Getafe en Espagne. Je crois que c'est vraiment ce genre d'article qu'il faut faire sur l'Espagne. Là on voit les masses qui vivent, qui s'organisent.»

**parmi les critiques qui reviennent le plus souvent**

Un mauvais article, le premier article sur la déclaration de Marchais à la télévision.

Des ouvriers d'Orléans (Unelc et SNCF) nous signalent que dès le lendemain c'est ce dont on parlait dans les boîtes : «il n'y avait pas beaucoup d'illusions sur Marchais. Un cheminot disant par exemple «c'est un rigolo». Par contre la question sur la dictature du prolétariat porte sur la possibilité en France de la voir un jour. Comment vaincre ce scepticisme ? Car les travailleurs veulent leur pouvoir. Mais est-il évident pour beaucoup de travailleurs que la dictature du prolétariat est nécessaire pour se débarrasser des exploités ? C'est la question que se pose un lecteur d'Asnières qui nous écrit : «Cette émission vue sans doute par des milliers d'ouvriers auxquels la position de Marchais a du faire se poser bien des questions, aurait dû être l'occasion pour le QdP d'aller interviewer à la porte des usines (Renault, Chausson) dans les mairies PCF, des travailleurs, des gens du peuple. Là on aurait vu l'écho précis des prises de position de Marchais. Et on aurait épargné le très mauvais article sur ce sujet, article de style ricanant, affirmant les positions du PCR mais ne convainquant que les convaincus». De St Denis, de Lons le Saunier, de Mulhouse, de Paris, les mêmes remarques nous sont parvenues. Nous sommes revenus sur cette question depuis l'article incriminé. La préparation du XXII<sup>e</sup> congrès du PCF devra nous amener à approfondir le problème.

Sahara Occidental : un reportage passionnant. L'héroïsme de ce peuple est enthousiasmant...



Mulhouse : «l'article sur les tortures en Iran est très intéressant, il montre bien la réalité ignoble du fascisme.» Mais ajoute ce lecteur : «les sentiments même de déception qu'il inspire sont des sentiments d'impuissance, de découragement». Même intérêt chez un autre lecteur pour «ce témoignage accablant, mais finalement pessimiste». Qu'en pensent les autres lec-

teurs. Gennevilliers : on a aimé les pages sur le passage pacifique prôné par le PCF et sur la nécessité de la dictature du prolétariat. Tout comme la page d'histoire du mouvement ouvrier, sur la création du PCF. (Compte rendu d'une réunion de lecteurs).

**Pour soutenir le Quotidien du Peuple des cartes postales en couleur sont à votre disposition**



**JE M'ABONNE**

250 F 1 AN  
150 F 6 MOIS  
80 F 3 MOIS  
30 F 1 MOIS

Nom.....  
Profession.....  
Adresse.....

Envoyez à :  
le Quotidien du Peuple  
BP 225  
75 924 Paris Cédex 19  
CCP 23 132 48 F Paris

**DANS NOTRE COURRIER**

**PÉKIN : UN TÉMOIGNAGE D'UN LECTEUR**

Tous les camarades chinois sont profondément affligés par la mort du camarade Chou En-Lai qui jouit d'un immense prestige parmi les masses. A l'annonce de son décès tout le monde pleurait. Des centaines de milliers de gens viennent à Pékin lui rendre un dernier hommage.

Une cérémonie simple, très dépouillée... C'est à ce moment-là que l'on se rend compte de l'amour que le peuple chinois porte à son dirigeant. L'on voit des professeurs complètement abattus comme s'ils venaient de perdre un membre de leur famille. «Le camarade Chou En-Lai, disent les camarades chinois, dormait quatre heures par nuit, se reposait dans sa

voiture. Tout son temps il le consacrait à servir le peuple. A tous les moments critiques, il a été aux côtés du Président Mao. Pendant la Révolution Culturelle notamment où il a particulièrement contribué à défendre la ligne du Président Mao. Son rôle a été immense aussi dans la lutte contre Lin Biao lorsque celui-ci utilisait les moyens les plus sordides pour tenter d'abattre les vrais révolutionnaires».

Sur la place Tian An Men, des centaines de milliers d'ouvriers sont venus, faisant parfois des kilomètres et des kilomètres à pied, en délégation, apporter des fleurs.

C'était spontané, rien n'était organisé.

**SOUTIEN FINANCIER AU QUOTIDIEN DU PEUPLE**

je donne 10 F 50 F 100 F F

Nom.....  
Profession.....  
Adresse.....  
Envoyer à :  
Le Quotidien du Peuple BP 225 75 924 PARIS Cédex 19  
CCP 23 132 48 F PARIS

**UNE SEMAINE POUR L'ESPAGNE**

**communiqués**

MEETINGS-EXPOSITIONS  
FILMS-SPECTACLES  
ACTES DE SOLIDARITÉ  
UNIVERSITÉ DE JUSSIEU

Il est indispensable que les forces démocratiques et progressistes, l'opinion publique internationale se mobilisent contre la farce criminelle qui se prépare dans les chancelleries, destinée à faire croire au monde que le fascisme appartient au passé.

C'est avec la lutte sans quartier qu'il sera possible de changer le rapport de forces en faveur de la révolution populaire et multiplier le mouvement de masse.

Comité permanent du FRAP  
Frente Revolucionario Anti-fascista y Patriota

MEETING  
MARDI 20 JANVIER  
à 12h. Amphithéâtre  
FACULTÉ JUSSIEU

Le Parti Communiste Révolutionnaire (M.L.) (cellule d'Angers). L'Union Communiste de la Jeunesse Révolutionnaire, vous invitent à deux réunions publiques :

\* La médecine en système capitaliste, accidents du travail, maladies professionnelles,

\* la justice au service de qui ? montage audio-visuel sur Liévin.

MERCREDI 21 JANVIER  
20 h 30

F.J.T. de Angers-Montplaisir  
ZUP NORD

VENDREDI 23 JANVIER  
20 h 30

FOYER DU BUISSON - TRELAZE

**DEMANDEZ LA CARTE DE CORRESPONDANT DU QUOTIDIEN**

spécimen correspondant du Quotidien du Peuple

Nom : .....

Numéro : ..... ( à rappeler à chaque correspondance )

Adresse : .....

Tel : .....

Mois : ..... ( renouvelable chaque mois )

Pour resserrer ses liens avec les correspondants, le Quotidien du Peuple propose aux camarades qui sont en accord avec le projet politique du journal, qui sont prêts à collaborer régulièrement avec sa rédaction, de devenir correspondants attitrés. Vous pourrez être ainsi associés au travail des bureaux régionaux de presse et à l'équipe de rédaction centrale.

Sur tout ce qui fait la vie quotidienne du peuple, les correspondances sont précieuses : les luttes dans votre localité, votre région ; les faits d'oppression (licenciements, accidents du travail, expulsions) ; l'activité des partis bourgeois ; les réactions de masse aux campagnes d'intoxication de la bourgeoisie.

En fonction de votre expérience, vos connaissances dans un domaine particulier (syndicat, histoire, nucléaire, médecine etc...) vous pouvez collaborer au Quotidien du Peuple.

FAIRE MASSE AUTOUR DU QUOTIDIEN DU PEUPLE  
C'EST POUR VOUS, DES MAINTENANT,  
PRENDRE EN MAIN SA RÉDACTION

Le Quotidien du Peuple publication du PCR (ml)  
Adresse postale :  
BP 225 75 924  
Paris Cédex 19  
CCP n° 23 132 48 F Paris  
Directeur de publication  
Y. CHEVET  
imprimé par IPCC Paris  
distribué par les NMPP  
Commission Paritaire :  
56 942

**DEVENEZ CORRESPONDANT DU JOURNAL**

Envoyez chaque jour vos critiques, vos suggestions, vos propositions d'articles au :  
QUOTIDIEN DU PEUPLE  
en téléphonant au :  
208 65 61 Paris  
de 8h30 à 13h

**international**

# "AU LIBAN, LA RESISTANCE COMBAT POUR DEFENDRE SES INTERETS VITAUX" interview de Hicham Mustapha

recueilli par  
Yomna el Khalil

La situation au Liban s'est brusquement aggravée avec la démission du gouvernement de Rachid Karamé. Cette démission est le résultat direct des graves provocations de la réaction libanaise.

En effet, Karamé était, en plus de sa fonction de chef du cabinet libanais, le ministre de la Défense. Il avait donc, sous ses ordres, l'armée libanaise. Au terme même de la constitution libanaise, le premier ministre est un musulman. Ce qui explique en partie l'acharnement mis par les forces réactionnaires chrétiennes à obtenir la démission de Karamé. Mais la véritable raison des manœuvres de la réaction est ailleurs. Les forces réactionnaires chrétiennes, liées à l'impérialisme US et au sionisme, veulent obtenir la partition du Liban en deux Etats : un Etat chrétien et un Etat musulman, c'est à dire la destruction de l'Etat libanais comme base arrière de la Résistance Palestinienne. Et les tentatives de Karamé pour obtenir un cessez-le-feu étaient autant d'obstacles mis à l'activité de la réaction pour obtenir la partition : au lendemain du cessez-le-feu, les forces chrétiennes relançaient la guerre en attaquant le camp palestinien de Dbayeh et le quartier de la

Quarantaine. Et lorsque les forces progressistes répliquèrent par l'occupation du quartier de Damour, l'aviation libanaise bombardait les forces de la Résistance Palestinienne, en violation des ordres qu'elle avait reçus de Karamé lui-même.

Le fait que l'armée n'obéisse plus à Karamé est symptomatique de la volonté qui est celle, aujourd'hui, de la réaction, de chasser les forces de la Résistance Palestinienne de leur dernière base arrière. A ce sujet, Yasser Arafat a déclaré que l'OLP restait fondamentalement favorable à l'arrêt des combats, à condition qu'il ne soit pas porté atteinte aux acquis de la résistance définis par les accords libano-palestiniens.

En forçant Karamé à démissionner, la réaction libanaise espère que l'armée interviendra contre les forces progressistes et palestiniennes. Cette intervention pourrait, par ailleurs, être conjuguée à une intervention israélienne, contre les réfugiés palestiniens. Les peuples arabes ne laisseront pas les forces sionistes occuper le Liban. Il est donc à craindre que le conflit libanais, par la faute de la réaction libanaise, ne devienne un conflit généralisé.

derniers temps, que la Révolution Palestinienne était prête à défendre l'intégrité du Liban, même par les armes. Est-ce que c'est une intervention dans les affaires intérieures du Liban ?

H.M. : Non, pas du tout. Il faut voir que la partition

un grand rôle dans l'occupation de Dbayeh. Elle a facilité la tâche aux forces de droite en attaquant Dbayeh avec des mortiers et des canons. Et la Révolution Palestinienne a capturé des tanks et des blindés de l'armée venus pour renforcer le camp ennemi. Certaines unités de l'ar-

préfèrent l'instance des Nations-Unis pour plusieurs raisons : 1° Aux Nations-Unis, il y a le contrôle des pays du Tiers Monde (pays non-alignés, OUA, et pays arabes). 2° Tout débat aux Nations-Unis sera engagé à partir de la résolution 3236. Cette



Contre-attaque palestinienne près du camp de Tal Zaatar.

du Liban vise aussi l'avenir de la Révolution Palestinienne. Nous ne permettons pas la création d'un autre «Israël». Quand on parle de partition du Liban, ce n'est plus «les affaires intérieures du Liban», mais cela concerne toutes les masses arabes de la région. C'est pour cela que nous intervenons, si la menace de partition se précise. C'est aussi pour notre défense.

mée ont participé clairement contre nos masses.

QdP : Par rapport au débat au Conseil de sécurité, certains affirment que c'est lié à la Conférence de Genève, qu'en penses-tu ?

H.M. : Le Conseil de sécurité ne conduit pas nécessairement à la Conférence de Genève. Ce sont deux axes différents. Nous

résolution affirme que l'OLP est le seul représentant du peuple palestinien, le droit du retour et de l'autodétermination du peuple palestinien, sur toute sa patrie et le droit de lutter pour récupérer ses droits internationaux, y compris par la lutte armée. Et à présent, nous ne participons à aucune instance qui ne s'appuie pas sur cette résolution.

QdP : Des bruits ont couru sur la non-intervention de Fath dans les combats, ces derniers jours. Est-ce que c'est juste ?

H.M. : Non, c'est absolument faux. C'est une tactique des réactionnaires qui cherchent à diviser les rangs de la Révolution Palestinienne. Ils essaient de faire la distinction entre forces «modérées» et forces «extrémistes» dans la Révolution Palestinienne. Après l'occupation de Dbayeh ; les phalanges ont dit : Fath n'a pas combattu, mais seuls le FPLP et FPLP-CG ont participé. Il y a eu alors une conférence de presse du responsable militaire de Dbayeh : il a démenti l'information et a expliqué qu'il s'agit de manœuvres de division.

QdP : Quel a été le rôle de l'armée ces derniers jours ?

H.M. : Certaines unités de l'armée ont participé aux combats aux côtés des phalanges et des milices de Chamoun. Elles ont eu

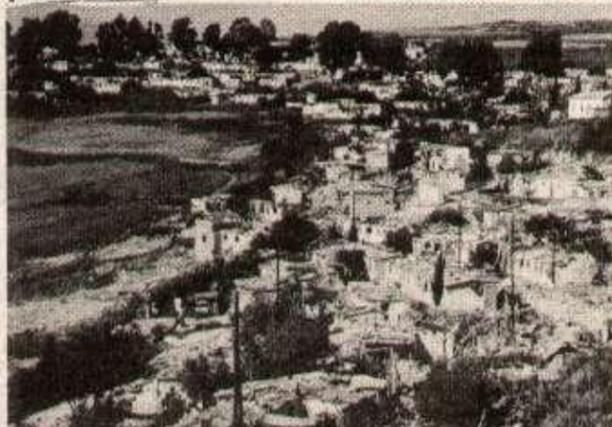
\* FPLP : Front Populaire de Libération de la Palestine ; FPLP-cg : Front Populaire de Libération de la Palestine - Commandement Général -

but final c'est la création d'un Etat basé sur les valeurs de l'homme. Un Etat libre et démocratique sans discrimination entre les religions et les ethnies.

QdP : Face à ces provocations, quelle est l'attitude de la Résistance ?

H.M. : Notre ennemi principal n'est pas au Liban, il est dans notre chère patrie occupée. C'est le sionisme, l'ennemi de tous les peuples arabes, et aussi du peuple libanais. Aussi, le Comité Exécutif de l'OLP a pris officiellement une position très claire en cinq points :

- maintien de l'intégrité du Liban
- refus de l'assimilation de notre peuple, qui n'a qu'un but, ren trer dans sa patrie libérée



- maintien des accords de 69 et 73 entre le gouvernement libanais et l'OLP, qui garantissent à la résistance le droit de poursuivre son action patriotique

- respect intégral de la souveraineté du Liban, du droit pour le gouvernement libanais de l'exercer - la révolution palestinienne n'a aucune visée au Liban. Les forces doivent se diriger contre l'ennemi sioniste et impérialiste.

Libérer notre patrie, c'est notre but. La libérer aux côtés de nos frères arabes libanais, c'est notre plus cher désir. Qu'ils réalisent leur unité entre eux, qu'ils la réalisent avec nous, pour cette noble cause, c'est tout ce à quoi nous travaillons.

QdP : On parle de l'intervention de la Résistance Palestinienne dans les combats. Qu'en est-il au juste ?

H.M. : La Révolution Palestinienne est toujours pour l'arrêt des combats. Elle est toujours contre les provocations. Notre engagement dans les combats a été pour la défense de nos masses. Nous voulons aussi maintenir les accords de 69 et 73 avec l'Etat libanais. Il faut com-

prendre que si la Révolution Palestinienne s'est engagée dans les combats c'est pour défendre ses intérêts vitaux. Nous voulons éviter tout accrochage : les unités de l'armée qui ont été capturées par la Révolution Palestinienne ont été rendues peu après, précisément pour éviter l'affrontement avec l'armée.

QdP : Des dirigeants palestiniens ont affirmé, ces

Quotidien du Peuple : Est-ce que les événements au Liban font partie d'un plan impérialiste plus vaste dans la région ?

H.M. : Absolument ! D'abord, en général, garder le Liban tel qu'il est, c'est le conserver paralysé, incapable de participer à la lutte de libération arabe, contre le sionisme, contre l'impérialisme. De plus, aujourd'hui les Etats-Unis accentuent leur pénétration dans le monde arabe. C'est l'accord égypto-israélien, par exemple. Pour que ce plan avance, il faut paralyser la Résistance, particulièrement, dans sa base arrière principale, au Liban, l'engluer dans le conflit libanais.

Il s'agirait d'amener notre résistance, notre peuple, à accepter des solutions de capitulation en l'affaiblissant, de la contraindre à déposer les armes, à renoncer à son but essentiel : la libération de sa patrie et l'édification d'un Etat démocratique sur l'ensemble de la Palestine. Dans ce but, ils ont multiplié les provocations pour nous faire rentrer dans le conflit. Dès le début, en avril, ils ont commencé par massacrer 27 Palestiniens à Ain Remmaneh, qui renvoyaient d'un meeting. Tout a commencé par là. Et depuis, ils n'ont pas manqué une occasion de bombarder nos camps, comme à Tell el Zaatar, Sabra, Bourj al Chamali. Et puis, quelle belle propagande ce serait pour les théories sionistes, pour leur racisme fondé sur la religion, si on pouvait «démontrer» au Liban que les chrétiens et les musulmans n'arrivent pas à cohabiter : voilà qui servirait encore les vues américano-sionistes. Nous, notre

## en bref

### Oslo : contre les violations de la souveraineté norvégienne par l'URSS

Le gouvernement norvégien a convoqué, vendredi dernier, le chargé d'affaires soviétiques à Oslo pour protester contre les violations répétées de l'URSS de la souveraineté territoriale norvégienne sur le Spitzberg. L'URSS a, en effet, introduit du personnel à l'aéroport de Longyearbyen au Spitzberg, en violation des limitations imposées à l'URSS au terme du traité de 1920 qui ne permet à l'URSS que d'extraire du charbon. Le parlement norvégien, pour sa part, compte engager un débat sur ses violations répétées et sur la politique de l'URSS qui se conduit au Spitzberg comme en territoire conquis.

### un chalutier soviétique échoue dans les eaux territoriales américaines

Les chalutiers soviétiques pillent les eaux de tous les pays du monde comme en témoigne l'aventure qui vient d'arriver au chalutier «Samarga».

Le 31 décembre ce chalutier s'est échoué dans le golfe de l'Alaska, à l'intérieur des eaux territoriales dont la limite est fixée à trois mille marins. Deux navires soviétiques sont venus pour le remorquer mais le gouvernement américain les en a empêchés, les autorisant seulement à tendre les câbles pour empêcher que le navire soit drossé contre la terre.

Le 17 janvier, à la faveur d'une forte marée, le chalutier s'est dégagé et a pu reprendre la mer. «Savoir jusqu'à quel point les deux navires l'ont remorqué, sera un point de discussion», note le «Washington Post».

politique

# NON A L'EXPULSION DES TRAVAILLEURS IMMIGRES DU FOYER DE LA PORTE DES LILAS

Hier soir, la SONACOTRA entamait des pourparlers avec le Comité de Coordination des Foyers en lutte.

A ce moment, Porte des Lilas, la nuit est déjà tombée ; des cars sombres se détachent pourtant nettement, avec plusieurs dizaines d'individus casqués : le Foyer de logement pour immigrés de la Porte des Lilas, où se menait une grève des loyers, est encerclé par la police ! Matraques en mains, mousquetons à l'épaule, visières mi-baissées, les sbires de Ponia encadrent l'entrée du foyer. Un à un, des résidents immigrés, Africains pour la plupart, entrent en traversant un « piquet » de gens de la Préfecture de police (du disant Bureau d'Aide Sociale) dont dépend la gestion du foyer.

Déjà depuis hier matin, une première manœuvre avait permis d'expulser une cinquantaine de résidents ; la literie avait été jetée dehors...

« C'est odieux de voir des choses pareilles » clame très fort une dame âgée, qui ajoute : « dans le quartier on a

appris à se connaître et on a jamais eu de problèmes avec le Foyer ; c'est une honte d'expulser ces travailleurs ! ».

Des immigrés restent dehors, à la fois écoeurés et inquiets : ce sont des « sans papiers »... Pour eux, la manœuvre est claire ! Les gérants-policiers trient sur la base de la liste officielle des résidents et des cartes de séjour. « On avait déjà été vidés du Foyer de la rue Bisson, voilà que ça recommence ! » dit l'un d'eux. Des habitants du quartier, du Comité de Soutien (qui s'est formé autour de cette grève des loyers, semblable à celle que mènent dans les SONACOTRA des milliers de travailleurs) se regroupent sur les trottoirs autour du foyer.

Un responsable du P.C.F., cherchant à se rendre important conseillait « d'aller voir Djoud »...

« Circulez ! Il n'y a rien à voir ! », un flic s'égosille en agitant son bouclier, tandis qu'une vingtaine d'autres font refluer des travailleurs

du quartier, des ménagères, des jeunes qui protestent contre le « libéralisme » à l'œuvre. « Va éplucher ta soupe ! Fous le camp ! ». Un flic, excité, cherche à arracher l'appareil photo d'une camarade accourue pour témoigner de cette agression policière contre les travailleurs en grève. Tandis que des protestations s'élèvent, un gradé fait avancer ses troupes au cri de : « t'occupes pas, la loi c'est nous ! ».

Les camarades du foyer attendent encore l'avocat qu'ils ont réclamé. La police est prête à charger, à raffler, à tout instant...

Nous ne laisserons pas passer de telles attaques. Il s'agit de se mobiliser sans tarder, de développer la solidarité autour des camarades en grève, que ce soit dans les usines ou dans les foyers : aujourd'hui même, de nombreux travailleurs en lutte, de la SONACOTRA, de la SEMCODA, des Foyers de Transit, se rassemblent ; aux côtés de ceux de la Porte des Lilas, la riposte est à l'ordre du jour !

EN FOYER COMME A L'USINE, IL FAUT LUTTER CONTRE LA REPRESSION POUR FAIRE ABOUTIR NOS REVENDICATIONS !

Stéphane RAYNAL

# la querelle medecins-securite sociale

Dimanche après-midi, coup d'éclat lors des négociations entre la sécurité sociale et les syndicats de médecins : la Confédération des Syndicats Médicaux Français (CSMF), principale organisation des médecins français refusait de signer le nouveau projet de convention, qui devait régir les relations entre médecins « libéraux » et Sécurité Sociale jusqu'en 1980. Paradoxalement, la Fédération des médecins de France, hostile en général à tout conventionnement avait signé le projet.

La querelle entre syndicat de médecin et Sécurité Sociale ne date pas d'aujourd'hui : Depuis 1971, année de la première convention nationale, le renouvellement de la convention est toujours l'occasion pour les médecins d'exprimer leur mécontentement, en général à propos des honoraires médicaux. Mais depuis mai 75, aucune nouvelle convention n'a été signée, l'ancienne étant tacitement reconduite.

LA CSMF : DEFENDRE LA MEDECINE « LIBERALE »

L'immense majorité des médecins pratiquant la médecine « libérale », bénéficient de revenus particulièrement confortables. Aussi la CSMF, soucieuse de soigner l'image de marque de ses adhérents a toujours expliqué qu'il s'agissait pour elle de faire autre chose que défendre les revenus des médecins : il s'agissait de défendre une conception de la médecine : la « liberté »,

« l'indépendance » du médecin. Or en quoi consiste cette liberté, si ce n'est de « prendre » le plus de malades possibles dans une journée, quitte à ce qu'une visite ne dure que cinq minutes, de n'être soumis à aucun contrôle, que ce soit de la part de la Sécurité Sociale, mais aussi de celle des usagers de la médecine, c'est à dire des travailleurs. Ce que craint le plus la CSMF dans le projet de conventionnement, c'est ce que la Sécurité Sociale appelle les centres de soins « expérimentaux », où le médecin dépendrait directement, pour son salaire et dans sa pratique de la Caisse d'assurance-maladie. Ce projet peut se révéler effectivement dangereux, comme nous le verrons. Mais sur quel terrain les syndicats de médecins s'y opposent-ils ? Sur celui de la défense de leurs privilèges. A noter que les révisionnistes du PCF se sont allégrement engagés sur ce terrain.

LA SECURITE SOCIALE : RENTABILISER LE SYSTEME DE SANTE.

Les organismes dirigeants les Caisses d'Assurance-maladie sont aux mains du CNPF et de Force-Ouvrière. Il ne faut donc pas en attendre autre chose que la défense des intérêts du patronat. Et c'est bien dans ce sens que va le projet de conventionnement, tout particulièrement en ce qui concerne les centres de soins expérimentaux. Il s'agirait de centres dépendants directement des caisses d'Assu-

rance-Maladie, où serait pratiqué le système du tiers payant, c'est à dire où les malades ne paieraient que ce qui n'est pas remboursé par la S.S.. Ces centres viseraient à drainer les travailleurs, les gens du peuple, en raison du système de paiement pratiqué. L'intention que cache ce projet démagogique a été révélée par Ceyrac, président du CNPF : « quand je vois un de mes compatriotes en bonne santé, je sens qu'il y a des économies à faire... ». Les patrons ont pris l'habitude de beaucoup se plaindre de l'absentéisme, permis par des « médecins complaisants ». Hors le patronat, par l'intermédiaire des caisses, les médecins qu'ils contrôleront dans ces centres seront complaisants, mais pour eux... Le danger du projet est donc que s'institutionnalise ce qui est déjà une réalité : une médecine de luxe, de pointe, pour ceux qui peuvent la payer, pour la bourgeoisie, et une médecine « réparation de travailleurs fatigués » pour le peuple.

Dans l'attente d'une solution, c'est toujours l'ancien conventionnement qui est appliqué. Que le gouvernement choisisse de donner quelques garanties supplémentaires aux médecins, ou qu'il décide d'appliquer le nouveau conventionnement, une chose reste sûre : les relations médecins-sécurité sociale se feront encore sur le dos des travailleurs. E. Brehat.

## Copenhague : sommet de l'internationale socialiste

Réunis en sommet à Elsenor, près de Copenhague au Danemark, les délégués des partis sociaux démocrates de l'Europe ont préparé leur stratégie pour les futures élections du parlement européen. Leur légère opposition au rapport Tindemans, qu'ils accusent de ne pas prendre en compte les préoccupations des socialistes, ne va pas en effet jusqu'à rejeter l'élection d'un parlement européen au suffrage universel. Les participants ont en outre accordé une aide financière au parti de Soares qui s'est félicité de ses succès contre les organisations révolutionnaires au Portugal.

## les étoiles jaunes du guide Gault-Millau

A l'instar du guide Michelin qui distribue des étoiles aux restaurants et hôtels pour éviter aux bourgeois, de se fourvoyer dans des établissements trop populaires, « Le nouveau guide Gault-Millau » attribue des toques aux restaurants, hôtels, cabarets et lieux de distraction, selon la qualité de la cuisine et le standing. Il semble qu'il veuille maintenant ne plus se limiter à cela. C'est ainsi qu'on peut lire dans le numéro de janvier à propos de Marseille « On entre brutalement dans un Chicago des années 30 où Dillinger se serait appelé Mustapha. Cette foule frôleuse, patibulaire, désœuvrée, malade, vous enserre et ne vous quittera plus... Assassins, prostituées, pauvres diables sans boussole et sans femme, ils vont vous hanter tout le long de votre séjour dans cette grande ville... » et pour ceux qui n'auraient pas saisi, il est précisé plus loin qu'il s'agit de « clients noirs ou basanés... l'œil hagard, hagard ou affamé ». « Le nouveau guide Gault-Millau voudrait-il aussi, des étoiles jaunes ! ».

L'Association de solidarité franco-arabe a porté plainte pour ce texte raciste.

## qu'attend le juge Gallut ?

On se demande ce qu'attend le juge Gallut pour inculper le soldat Serge Chaubard. Celui-ci vient en effet à deux reprises de porter atteinte au moral de l'armée. Une première fois en refusant au cours de manœuvres de porter le sac du sergent Kuntzier. Et une deuxième fois en se plaignant de la blessure à l'abdomen que lui avait faite ce sergent en lui tirant une balle à blanc pour le punir. Ses sous-officiers lui avaient pourtant interdit d'en parler.

# 7<sup>e</sup> plan, le plan de l'incertitude

Dans trois mois le gouvernement déposera devant le Parlement le projet de loi sur le VII<sup>e</sup> Plan. A l'Elysée aujourd'hui, le conseil central de planification se réunit sous la présidence de Giscard pour faire le point de l'élaboration du document et pour tenter de préciser les grandes directions déjà indiquées. Il apparaît que pour ce VII<sup>e</sup> Plan, l'incertitude de la bourgeoisie quant aux options de développement de l'économie n'a jamais été aussi forte.

Les plans précédents, n'ont jamais été totalement appliqués, loin s'en faut, le VII<sup>e</sup> Plan, le sera encore moins.

Aujourd'hui la bourgeoisie se révèle incapable d'affiner ses prévisions, le gouvernement à partir des travaux de la commission du plan n'a pas encore fait son choix entre les deux hypothèses de croissance avancées, hypothèse haute 5% et hypothèse basse 5%.

Les seules options qui sont déterminées, et que la bourgeoisie s'efforcera de mettre en œuvre pour la période 1976-1980, sont encore vagues : restructuration et « réduction des inégalités » pour masquer la paupérisation

des masses, et éviter le développement des luttes. Ces deux aspects sont étroitement liés.

Pendant le VII<sup>e</sup> Plan, l'impérialisme français, en raison de la lutte des peuples du Tiers Monde contre le pillage impérialiste devra s'efforcer de consolider les secteurs industriels d'exportation vers le Tiers Monde, et diminuer la part active des secteurs produisant pour la consommation intérieure, c'est ce qu'affirme clairement Ripert, le commissaire au Plan « il faut réduire la part de la consommation dans la production nationale, il est nécessaire de dégager d'ici 1980 l'excédent commercial requis pour rééquilibrer notre balance des paiements ».

La restructuration entraîne donc une paupérisation des travailleurs, car elle se traduit par la réduction de la consommation, et le développement du chômage, à cause des concentrations, et des fermetures d'entreprises et par une intensification du travail pour dépasser en compétitivité les impérialismes concurrents.

Le Plan est assez clair sur ce point, il ne cache pas que même dans l'hy-



pothèse la plus favorable d'un taux de croissance supérieur à 5%, le chômage ne va pas diminuer, les créations d'emploi (200.000 étant inférieures à l'augmentation des demandes d'emploi. L'objectif du Plan est de camoufler cette aggravation de la condition des travailleurs. C'est le rôle de la « réduction des inégalités sociales » : ensemble de réformes visant à faire accepter l'aggravation de leur situation par les travailleurs : chômage camouflé, chômage partiel, horaires à la carte, travail à mi-temps... etc...

geoisie sur le taux de croissance à adopter, reflète son incapacité à surmonter la crise : et à maîtriser la lutte des pays du Tiers-Monde et la lutte des travailleurs en France contre sa politique de misère. Ces deux grandes composantes des luttes, perturbent ses calculs et font peser de lourdes incertitudes sur ses prévisions. Les difficultés du gouvernement à préciser les options du Plan, traduisent l'état de crise dans lequel se plongent les luttes des peuples du Tiers-Monde et celles des travailleurs de notre pays.

L'hésitation de la bour-

Serge Livet.

**VET FRANCE**

**COMMUNIQUÉ CFDT - RPT  
LA CFDT RHODIA ET LA GRÈVE  
DES TRANSPORTS URBAINS A BESANÇON**

Le syndicat CFDT de Rhodia apporte son soutien total aux travailleurs de la CTB (Compagnie des Transports Bisontins) en grève. S'il existe une usine où les travailleurs subissent les contraintes du travail de nuit, des dimanches et des jours fériés, c'est bien dans l'usine des Prés-de-Vaux et c'est sans réserves que la CFDT approuve les revendications des travailleurs de la CTB, qui veulent améliorer leurs conditions de vie et de famille. Enfin, n'oublions pas que la taxe de 1% pour les transports représente pour la seule usine de Rhodia, la bagatelle de 70 millions d'anciens francs par an, et que l'effort d'aménagement des transports collectifs vers notre lieu de travail est loin de correspondre au financement assuré par les travailleurs.

Enfin, nous demandons aux usagers mécontents de cette grève de ne pas confondre trop rapidement «service et servitude».

**MENACES DE LICENCIEMENTS A QUIMPER**

Chirac a beau pavoiser sur «l'effort que le gouvernement va entreprendre» pour aider la Bretagne, la réalité pour les travailleurs bretons, comme ils ont su lui montrer, est tout autre : à peine Chirac est-il parti qu'à Quimper, à la «Galvanisation Quimpéroise» qui emploie près de 200 travailleurs, la direction au dernier Comité d'Entreprise vient d'annoncer qu'elle «serait obligée» de prononcer 16 licenciements. Les travailleurs ont déjà débrayé afin de montrer qu'il n'est pas question pour eux de les accepter.



# La loi ... ce n'est pas sur ce terrain là qu'il faut se battre

Après l'intervention des flics à l'usine, le patron ne fait que frapper plus fort. Jeudi et vendredi dernier, le patron proposait de recevoir une à une les grévistes afin d'étudier chaque cas en «pardonnant» à certaines. La CGT appela ses adhérents à ne pas y aller car «cette convocation pour être valable, doit être faite sur le temps de travail et doit être rémunérée», selon elle.

Samedi dernier, le PDG a reçu 74 lettres de grévistes refusant la convocation. Aussitôt «les deux jours étant écoulés, notre direction a pris la décision de licencier 74 personnes et de les en informer lundi matin, 19 janvier, date légale». A l'heure actuelle, 85 personnes sur les 158 travaillent (alors que l'effectif des reprises n'était que de 62 ouvrières, mercredi dernier). Lors de la réunion du conseil des Prud'hommes, les conseillers ouvriers demandent la révocation du directeur de Lisieux et dénoncent la violation de l'hygiène par rapport à la Convention Nationale de l'Habillement et également la violation de la constitution relative au droit de grève.

Le PDG a écrit au Garde des Sceaux contre cette prise de position.

Après la remise des clefs du Prés-d'Auge, l'évacuation des locaux par les flics, les révisionnistes de la CGT, ne proposent



que de se battre sur le terrain de la loi. Alors que comme le disent les filles : «la loi, c'est la loi de classe, c'est pas sur ce terrain qu'il faut se battre».

Mais comment se battre ? D'importantes questions sont posées quant à la direction de la lutte par les faux communistes dans la CGT. De nombreuses filles disent qu'elles n'ont pas eu part à la

direction de la lutte, une ouvrière signale : «c'est toujours Laumonier responsable de la CGT et membre du PC qui décidait de tout, on n'était pas toujours d'accord mais on n'osait pas prendre la parole, c'est la première fois

Une suppléante CGT et une autre en voie de l'être ont quitté la CGT pour rejoindre la CFDT. Il s'est créé ainsi une section CFDT jeudi dernier, nous en avons interrogé les animatrices :

QdP : Penses-tu qu'en quittant la CGT vous allez pouvoir lutter efficacement contre les responsables CGT qui sont au P«C»F ?

M : tu sais, c'est ma première lutte, je suis complètement désemparée pour me battre contre Laumonier. Si je suis à la CFDT c'est qu'à mon avis, avec elle, nous allons pouvoir arracher la direction de la lutte...

Cette création d'une section CFDT vous divise. De nombreuses filles, elles aussi en contradiction avec la direction de la lutte ne comprennent pas. Pour elles, c'est une manœuvre de sape, qu'en dites-vous ? A l'heure actuelle, il y a vraiment un bloc de la CGT... et puis, nous qui sommes à la CFDT maintenant... ce que je voudrais, c'est que l'on discute avec toutes les filles pour voir comment diriger notre lutte, que ce soit nous qui prenions toutes les décisions.

pas hésité à envoyer ses flics contre les ouvrières ? Ces propositions révisionnistes laissent les filles bien sceptiques !

Vet France n'est pas un cas particulier. Seul un rapport de force massif de tous les travailleurs fera reculer la répression de la bourgeoisie.

Correspondant Caen

## La lutte s'étend à Schlumberger

INTERVIEW D'UN RESPONSABLE SYNDICAL CFDT DES COMPTEURS SCHLUMBERGER DE BESANÇON

Reims, Poitiers, Besançon, la direction des Compteurs Schlumberger doit s'affronter à la colère des travailleurs dans toutes ces villes. A Reims, les ouvriers ont obtenu un premier recul de la direction mais pour la satisfaction complète de leur revendication, comme à Besançon ou à Poitiers, à Montrouge ce qui est nécessaire (comme à la Thomson) c'est une lutte de plus grande ampleur, au niveau de l'ensemble des usines !

La semaine passée, plusieurs ateliers ont débrayé pour les revendications de salaire, pourquoi ?

J.L.D. : Il y a longtemps qu'il y a un malaise sur les salaires avec l'augmentation du coût de la vie. En 75, aucune organisation syndicale n'avait d'ailleurs signé l'accord sur le pouvoir d'achat proposé par la direction. On estimait, au dernier CE, que les pertes de pouvoir d'achat étaient de l'ordre de 200 à 300 F, malgré la réduction d'horaire à 40 H compensée.

Comment l'action s'est-elle déroulée, quel était le rôle des délégués ?

J.L.D. : Dans l'atelier de mécanique où cela a commencé, des discussions ont eu lieu sur la façon de lutter, la façon de poser les revendications et surtout sur les problèmes financiers d'une grève, car, pour beaucoup, les femmes ne travaillent pas, et avec ce qu'on gagne, on savait que ce serait difficile de tenir longtemps. Ce sont les gars qui ont appelé les délégués et

avec eux, ils ont écrit sur une grande feuille tous leurs salaires et on a constaté les écarts pour une même qualification. A partir de là, la revendication a été posée du maximum de chaque catégorie, plus un changement de tranche (80 à 100 F) par rapport à la grille des Compteurs Schlumberger.

Pourquoi cela a-t-il démarré à la mécanique ?

J.L.D. : C'est le point le plus sensible de l'usine, elle prépare le travail, en principe, à tous les autres ateliers et si les gars voient qu'ils ne font plus de travail, c'est mauvais pour les autres ateliers. Actuellement, la direction confie des travaux aux sous-traitants, les OP3 de la mécanique doivent faire des petites séries au lieu de l'outillage ou des moules pour le reste de l'usine. Il y a donc une déqualification et un risque de réduction du travail, cependant, actuellement le patron est pressé par les clients notamment de l'armement.

Après la mécanique, comment ont réagi les autres ateliers ?

J.L.D. : Tous les secteurs les uns après les autres, y compris les secrétaires, ont repris la méthode de la mécanique en arrêtant le travail et, dans le local syndical, tout le monde a noté son salaire. Par exemple : 1 776 à 1 840 F pour les OS du tournage demandant le maximum de la catégorie, c'est-à-dire 1 840 F, plus une ou deux tranches de salaire de la grille, ça représente entre 250 et 300 F d'espacement.

Comment réagi la direction ?

J.L.D. : La direction est obligée de venir discuter au local, elle promet des rajustements de poste mais les gars considèrent que cela ne suffit pas, ça ne serait qu'un simple rat-trapage. Les décolleteurs ont déjà obtenu une augmentation de la prime de panier de 4,50 à 5,43 F et de la prime d'équipe. On a demandé pour lundi une réunion du Comité d'Etablissement avec présence de Monsieur Perducat, directeur de la division. D'ailleurs on est en liaison permanente avec les autres usines comme celle de Reims et de Montrouge. Une banderole a déjà été préparée par les gars : «pas de baratin, on veut une augmentation de salaire».

## LICENCIEMENTS DE TRAVAILLEURS MAROCAINS DANS UNE BRIQUETERIE

Neuf immigrés marocains, (à Dozulé - 20 kms de Caen-), employés depuis 1973, à cette briqueterie ont été licenciés le 31 décembre 75. Les ouvriers étaient payés à la tâche, 24F par wagon et pour trois hommes. Devant la décision du patron d'ajouter deux wagons par jour sans augmentation de salaire, les neuf Marocains ont refusé qu'on les prenne pour des bêtes. L'année dernière, la direction avait donné des vacances à une dizaine d'immigrés au moment où il y avait la fermeture des frontières. Ces dix travailleurs avaient des récipissés provisoires de trois mois, ils n'ont pas pu rentrer en France. Le patron a donc commencé habilement la liste des licenciements. Aujourd'hui, ce sont neuf Marocains qui sont licenciés. Ces travailleurs dénoncent aussi leurs conditions de vie.

Le patron licencie d'abord les immigrés car il a un moyen de pression important (les cartes de séjour qu'il a toujours refusées). Comme on le voit, les premières victimes sont les immigrés, seule la solidarité de classe des travailleurs français immigrés pourra faire réintégrer les neuf et empêcher la répression. Refuser ces neuf licenciements, c'est aussi affirmer notre refus d'être réprimés dès qu'on lutte.

Corr. Caen

Malgré tout les filles s'étaient opposées à la première proposition des révisionnistes d'évacuer l'usine, il y a 8 jours. Et lorsque dans une discussion à la Bourse du Travail, les responsables mettaient en avant «qu'il y avait des votes», que «c'était la démocratie» et exprimaient clairement «qu'heureusement que la CGT était là car les filles étaient incapables d'y voir clair». Aussitôt les filles répondirent : «quoi, c'est nous qui avons refusé d'évacuer jeudi dernier ! et pourquoi n'avez-vous rien fait pour empêcher l'intervention des flics ! Pourquoi pas de popularisation !».

74 filles licenciées c'est inacceptable, que faut-il faire, engager une procédure juridique dont on sait qu'elle peut durer des années ? C'est à dire s'appuyer sur cette justice qui

### MANIFESTATION AUJOURD'HUI A TRITH SAINT LEGER CONTRE LES LICENCIEMENTS

Face aux 2000 licenciements prononcés par Usinor Trith à Valenciennes, pour les quatre années à venir, une manifestation est organisée aujourd'hui à Trith-St Léger, à 10h, place de Trith.

### dans notre courrier

Après la première victoire des ouvriers des hauts fournaux, les révisionnistes prennent peur. Car si première victoire il y a, elle est très limitée et les travailleurs sont bien décidés à ne pas en rester là, surtout que la première victoire sur la question du chômage partiel ne touche qu'une partie des ouvriers.

Ainsi, dernièrement avait lieu une réunion de la CGT avec les secteurs TAB et BF. Les travailleurs de ces secteurs réclament le paiement du chômage partiel. Après la réunion, ils décident d'aller demander des comptes au chef de service Germain. Mais celui-ci ne voudra pas, après discussion entendre parler chômage et tournera autour du pot. Alors, nous décidons de passer à l'action en allant dans les grands

bureaux de la direction. Mais encore une fois, les 4 directeurs seront envolés comme par enchantement.

Après une nouvelle discussion pendant une heure entre les révisionnistes et le chef de service, ceux-ci ainsi que quelques ouvriers seront reçus par Salmon. Celui-ci demandera les noms des ouvriers présents en déclarant que seuls les ouvriers délégués verraient leurs heures chômées payées !!! «Nous n'avons pas d'argent». Les pauvres, c'est à croire qu'ils sont encore plus touchés que les ouvriers par le chômage partiel ! Mais ce cynisme ne saurait nous empêcher de continuer l'action dans les semaines qui viennent pour imposer leurs revendications à la direction et l'acculer ainsi à un second recul !

Un lecteur d'Usinor



Refusant la politique de crise de la bourgeoisie les travailleurs d'Esswein, comme des milliers d'autres, sont entrés en action en décembre 75. A toutes ces luttes qui se sont développées ces derniers mois, à cette volonté qui s'est exprimée de construire un mouvement de plus grande ampleur, la bourgeoisie a apporté sa réponse : la répression, la remise en question du droit de grève.

Comme le bilan d'Esswein le montre, l'autodéfense des usines, la réalisation d'un combat au niveau du trust pour l'élargir ensuite à l'ensemble des branches, le développement du soutien populaire est une nécessité urgente. Un tel mouvement nous permettra de satisfaire nos revendications, en faire reculer la bourgeoisie sur le terrain de la défense des libertés démocratiques qu'elle remet en question aujourd'hui. Dans la Thomson, il est significatif que les révisionnistes et réformistes qui dirigent les inter-trusts syndicaux font tout pour faire avorter un tel projet. Après brandt-Lyon, Thomson-Vélizy, Thomson-Thonon-les-Bains, c'est une nouvelle usine (Elfit-Thomson) qui part en lutte à Mâcon, sans que les inter-trusts syndicaux ne fassent quoi que ce soit pour rassembler ces grèves en un combat général, contre le trust, contre la répression de la bourgeoisie. La réalisation d'un tel projet entre nécessairement en lutte contre ces directions réformistes et révisionnistes, c'est ce combat qui est à l'ordre du jour aujourd'hui !

Les travailleurs d'Esswein, à la Roche sur Yon ont repris le travail après 5 semaines et demie de grève. La lutte a démarré aux « presses » pour gagner rapidement l'ensemble de l'usine. Les revendications : augmentation uniforme des salaires, amélioration des conditions de travail, cinquième semaine de congés payés. Esswein fait partie du groupe grand public de la Thomson, produit des machines à laver la vaisselle, des laves-linges. Environ 1300 ouvriers y travaillent.

**GRÉVISTES ET NON GRÉVISTES**

Dès le début de la grève une partie importante des ouvriers n'a pas suivi le mouvement, environ 300. L'absence de traditions de lutte dans l'usine a fait hésiter ces ouvriers à prendre part au combat, ils doutaient de la possibilité de remporter la victoire. Le chômage qui prend un développement sans précédent dans la région ( 6500 chômeurs déclarés) devient une crainte pour certains. Aussi, au bout d'une semaine de grève, les grévistes comprennent que permettre tous les jours aux cadres et aux non grévistes de rentrer, de produire même un minimum, est un danger important, qu'il faut absolument cesser toute production.

Le 11 décembre l'occupation est votée à l'unanimité. Deux conceptions s'affrontent, celle qui va aller dans le sens de rallier les non-grévistes, pour développer le rapport de force. Celle qui partira du point de vue que le rapport de force est suffisant, la manifestation décidée après le vote reflète deux points de vue. Organisée dans les ateliers pour rallier

ceux qui travaillaient, elle se transforma en huée, en insultes même parfois. Un travailleur me dira : « les non grévistes ce sont des fumiers, il n'y a rien à en attendre ». Un autre « ce sont des gars comme nous qui travaillent avec nous, si nous avions essayé de les comprendre pour les amener avec nous peut-être qu'une grande partie serait venue ! ». De ces deux conceptions, c'est la première qui l'emporta, le patron s'en saisit. Rapidement, il utilisa avec les cadres tous les moyens, faisait miroiter de « belles » places, menaçant de licenciement, etc...

Tout le long de la lutte, cette situation se retrou-



vera. Face au développement de l'action du patron qui s'appuiera, sur les non grévistes, la justice bourgeoise, la police même, les travailleurs d'Esswein ne pourront compter que sur eux-mêmes.

**L'ATTITUDE FACE A LA RÉPRESSION**

La direction, ayant réussi à obtenir des non grévistes

# Mener un large mouvement au niveau du trust

José GARCIA

tes un nombre important de signatures, traduit aussitôt une manifestation pour le soir du procès. Jugement du tribunal : expulsion des grévistes. Aussitôt après, ils sont plusieurs centaines à scander dans les rues de la capitale vendéenne : « Halte à la répression ! » et à réaffirmer leurs revendications. La bourgeoisie évite d'envoyer ses flics à ce moment là, elle sait que le rapport de force est du côté des travailleurs. Mais on parle déjà de l'attitude à adopter quand les flics interviendront, tout le monde est persuadé qu'ils viendront tôt ou tard. « On avait tout prévu », nous dira un travailleur. « On avait décidé de se retirer dans la salle omnisport du comité d'entreprise ». « Peut-on empêcher cette expulsion ? ». « Il ne fallait pas répondre aux provocations ». « On ne peut pas défendre l'usine ». Beaucoup parlaient avec ce point de vue. Pourtant, il y avait eu la manifestation contre le jugement. Des travailleurs d'autres usines y avaient participé, des télégrammes de soutien ont été envoyés. Mais à l'idée qu'il fallait lutter contre, dominait l'idée qu'on y pouvait rien.

La bourgeoisie, elle, n'hésitait pas : 6 cars de gardes mobiles arrivèrent un après-midi. Les travailleurs se retirèrent.

**LE SOUTIEN FINANCIER ET DE LA POPULATION**

5 semaines et demie de grève, c'est long, beaucoup commencent à manquer d'argent » me dira un ouvrier quelques heures avant la reprise. « Les gens du coin nous jugent mal, pour eux on n'a pas à se plaindre, on est pas au chômage ». La Roche sur Yon est Vendée, connue

comme désert industriel, Esswein est la plus grosse boîte du coin. La Roche, c'est avant tout une ville administrative » affirme-t-on aussi. C'est vrai mais comme le dira une ouvrière lors d'une discussion qui réunira une vingtaine de travailleurs. « Les employés ne travaillent plus comme avant, ils ont des conditions qui ressemblent maintenant de très près au travail que l'on fait à la chaîne ». Beaucoup de travailleurs n'ont pas saisi cette situation, n'ont pas réalisé que les employés ont vu leurs conditions de travail se dégrader de plus en plus ces dix dernières années, qu'il était possible, nécessaire de s'appuyer sur eux ». Qu'elle est bien morte la Vendée des chouans et des réactionnaires comme nous l'écrivait le correspondant de cette ville.

Partant de ce point de vue, les grévistes sont partis du principe que réunir des sommes importantes, n'était pas possible, alors que les quelques collectes (2 au total) organisées lors des manifestations ont été couronnées de succès. Les révisionnistes du P«C»F et les réformistes du PS n'ont fait que développer ces points de vue erronés, ont désarmé les travailleurs en ne leur proposant qu'un « cocktail » de soutien, comme le P«C»F, ou en donnant l'illusion qu'une délégation

se rendait à Lyon pour tenir un mini-meeting devant les travailleurs lyonnais. Cette initiative se heurta, dans les faits, à l'inertie de l'inter-trust qui n'a pratiquement rien fait pour coordonner les luttes. Les travailleurs d'Esswein n'étaient même pas

parlé alors de « journée d'action nationale ».

Si la lutte d'Esswein a échoué, du point de vue revendicatif, elle permet de tirer des leçons importantes. Les travailleurs de Thomson CSF à Thonon les bains sont décidés à rallier à eux la partie de



Grévistes et non grévistes face à face.

au courant qu'à Vélizy, à Thomson, les ouvriers débattaient depuis plus de 7 semaines sur les mêmes revendications qu'eux. Qu'a fait l'inter-syndicale du trust ? La direction de CGT déclarait récemment qu'il fallait « laisser les initiatives à la base » alors que les travailleurs veulent unir leurs luttes. Quand les travailleurs veulent développer leur initiative, elle

non grévistes, pour tous les travailleurs du trust c'est la nécessité de lutter au niveau de la Thomson, de développer le soutien avec la population, seule garantie pour la victoire de l'ensemble des ouvriers de la Thomson. « Non à la dictature du Trust Thomson » comme le disait l'affiche de Brandt Lyon lorsque leurs camarades d'Esswein sont venus les voir.

## Thomson-CSF (Thonon) INTERVIEW D'UN DÉLÉGUÉ SYNDICAL

L'usine de la Thomson CSF de Thonon les bains est en grève depuis le 12 janvier. Cette usine produit des tubes électroniques à grande puissance, des éléments pour les émetteurs radio et télévision, elle travaille aussi pour l'armée. Un délégué C FDT témoigne :

Quotidien du Peuple : Comment est partie la grève ?  
 La lutte a démarré à l'échelon de toute l'usine après une « heure d'information ». Plus de la moitié du personnel est en grève actuellement mais cela représente, sans compter les cadres et les techniciens, les trois quarts du personnel. Nous sommes environ 500 personnes. Nous luttons surtout contre la disparité des salaires et l'augmentation du pouvoir d'achat. C'est pour cela que notre revendication est hiérarchisée mais dans l'autre sens : 300F pour les OS, 250F pour les professionnels, 200F pour les techniciens. Nous exigeons aussi l'étalement des vacances ainsi que l'augmentation de la prime de transport.

QdP : Comment cela se passe-t-il avec les non-grévistes ?

Nous avons organisé des barrages à l'entrée pour expliquer aux gens qui allaient travailler qu'il faut faire grève. Nous sommes ensuite allés par groupe de trois ou quatre, discuter avec ceux qui sont rentrés pour les persuader de se joindre à notre combat, que c'est leur intérêt. Nous avons bloqué les portes plusieurs fois, la direction a été obligée de faire cisainer l'enceinte extérieure pour pouvoir pénétrer dans l'usine. Il y a un comité de grève, deux sections syndicales CGT et CFDT. La direction essaie d'utiliser les non grévistes contre nous c'est pour cela que nous devons les gagner à notre cause.

QdP : Avez-vous des contacts avec les autres usines de la Thomson ?

Oui mais au niveau de la CSF, nous savons que les gars de Vélizy sont en grève aussi, nous avons déjà pris contact avec eux. De ce point de vue là, c'est important, car, dans la CSF, tout le monde est au courant de notre lutte.

au ministère avec leurs élus allait faire avancer les choses.

**ESSWEIN : C'EST AUSSI LE TRUST THOMSON**

Développer le rapport de force en étendant le mouvement à tout le trust « on y a pensé » me dit un délégué CFDT. Le lundi 5 une délégation d'Esswein

# La rougeole

Maladie mortelle au début du siècle (17 % de morts en 1923), la rougeole est actuellement en France une maladie bénigne très rarement mortelle (moins de 0,2 % par an) depuis l'amélioration de l'hygiène et le traitement des complications par les antibiotiques.

Dans les pays du tiers monde, elle est encore une très grave maladie : à Dakar elle est responsable du tiers des hospitalisations et du tiers des décès avec 17 à 29 % de morts.

Maladie très contagieuse, due à un virus, elle touche principalement les enfants de 3 à 8 ans (500 000 cas en France tous les ans).

### LES SIGNES DE ROUGEOLE

Après le contact avec le virus, 10 jours passent sans aucun symptôme : c'est l'incubation.

Puis l'enfant devient fébrile (température entre 38° et 39°,5), fatigué et pleurichie sans cesse (son nez coule, ses yeux pleurent, il a les lèvres rouges et qui saignent facilement). Parfois à ce stade qui dure 3 jours environ, il peut présenter quelques tâches blanches sur ses gencives, voire une inflammation de toute la bouche avec piquetage important de points blancs (ressemblant au muguet).

L'éruption arrive au 3ème ou 4ème jour de fièvre, débute au front et aux joues qui sont très rouges et se généralise à la poitrine, aux membres en 48 heures. Elle est faite de petits boutons rouges ou de plaques, avec de

larges espaces de peau saine entre, qui ne démangent pas.

La température redevient en général normale au 5ème jour de l'éruption qui disparaît elle aussi vers le 5ème ou 6ème jour sans laisser de cicatrices. Des complications peuvent survenir, c'est pourquoi il vaut mieux dans tous les cas appeler le médecin pour ausculter les poumons et regarder les tympans. Plusieurs questions nous ont été posées par des travailleurs, des lecteurs :

**Que faut-il faire ? Sur quels signes doit-on s'inquiéter ?**

Dès que l'enfant présente les premiers signes, le garder à la maison, au chaud, le faire boire fréquemment et le faire manger selon sa faim.

S'il s'agit d'un enfant de plus de 3 ans, en bonne santé, il n'y a pas de complications, les médicaments sont inutiles (la rougeole est due à un virus, aucun médicament n'est efficace contre elle).

Par contre s'il s'agit d'un enfant jeune ou déjà fatigué, il faudra surveiller l'apparition de complications :

- la remontée de la fièvre au 5ème jour de l'éruption,
- une toux importante, des douleurs au niveau des oreilles qui font craindre une infection pulmonaire ou une otite et doivent être traités (les antibiotiques sont alors indispensables en cas de surinfection bronchique ou pulmonaire).
- des troubles nerveux (enfant très abattu, trop calme ou trop agité) accompagnés

de fièvre entre le 4ème et 7ème jour : dans ce cas il faut hospitaliser l'enfant.

**A quel moment la rougeole est-elle contagieuse ?**

Oui entre 3 et 8 ans presque tous les enfants ont la rougeole et ils sont immunisés pour la vie. C'est pendant les 3 premiers jours alors que les boutons ne sont pas encore sortis : en se mouchant, en toussant l'enfant répand le virus dans son entourage. De toute manière l'enfant ne doit pas être envoyé en classe pour éviter que la maladie ne se complique en prenant froid.

**Le vaccin est-il nécessaire ?**

Il existe un vaccin efficace contre la rougeole mais qui présente des inconvénients (possibilité de troubles nerveux quelques mois après). D'autre part on n'a sur ce vaccin qu'un recul d'une dizaine d'années, et il est possible que l'immunité qu'il entraîne ne dure pas toute la vie (à l'inverse de la maladie).

Par contre il existe des gammaglobulines qui entraînent une augmentation des défenses naturelles contre la rougeole. Il est conseillé lorsqu'un bébé de moins de 2 ans ou bien un enfant malade (asthmatique...) est en contact avec un rougeoleux de le protéger par une injection de gammaglobulines : il fera une rougeole atténuée.

Avant l'âge de 6 mois les enfants sont protégés par les anticorps maternels et ne risquent pas de maladies éruptives (si la maman les a eues).

docteur OdP.

# Les talents de Mr Bouvard ...

Philippe Bouvard s'est taillé une réputation d'«interviewer méchant». De sa voix douceuse, mêlant sournoisement questions anodines et questions indiscrettes, distribuant parfois des compliments mais ambigus il se fait un devoir et un plaisir de plonger ses interlocuteurs dans l'embarras, quitte à les en sortir en répondant lui-même à ses propres questions.



Sa «cruauté souriante» en reste toujours à la surface des choses et des individus, elle se situe, en somme, dans la tradition des vacheries aimables en usage dans le beau monde. Loin de décourager

les postulants à l'interview, la réputation de Bouvard les stimule : chacun espère bien pouvoir lui tenir tête, voire renverser les rôles.

En effet, il y a des règles du jeu, esquives et piroquettes verbales prenant le pas sur le contenu de la réponse. Les «bons mots» de Bouvard sanctionnent chaque maladresse de l'«adversaire». Celui qui n'entre pas dans le jeu est impitoyablement ridiculisé, ou alors l'interview tourne court comme avec Marlène Jobert que Bouvard (galanterie oblige ?) a «épargnée», ce samedi.

Ce type d'interview fait principalement appel à cette clientèle particulière que l'on nomme le «Tout-Paris», milieu composite d'aristocrates sans fiefs, de grands bourgeois et surtout de «gens du spectacle». Avec Bouvard, la télévision libérale-giscardienne s'efforce de mettre ces habitués des cocktails parisiens dans l'intimité du «grand public». Disons-le ces rendez-vous hebdomadaires sont plutôt nauséabonds. Le Tout-Paris n'a pas pour habitude de se remettre en question. D'où un défilé de gens contents d'eux-mêmes, de leur fric, de leur égoïsme, fiers de leurs idées réactionnaires, sûrs de leur talent. Ainsi, samedi, M. Anthonioz, vice-président (R.I.) de l'assemblée nationale n'a pas vu malice à faire un rapprochement entre son ancien métier d'hôtelier et celui de député. Satisfait de ses divers fromages (il est aussi maire de Divonne-les-Bains), il n'a pas craché dans la soupe. Thermalisme et Casino sont les

deux mamelles de sa gestion municipale ; où est le mal, puisque de toute façon «la moralité est un phénomène subjectif»... Au cours d'une «opération portes-ouvertes» dans sa somptueuse maison de Neuilly, le comédien Paul Meurisse philosophe sur l'amitié : on a bien peu d'amis, à la limite on n'en a pas. Certes, dans ce milieu où sévissent l'égoïsme, les rivalités de toutes sortes, l'amitié ne saurait être qu'un vain mot. De là, à nous tirer des larmes... Quant au comparse habituel de Bouvard, Jacques Chazot, il semble avoir décidé une fois pour toutes de faire profession de son homosexualité.

Dans ce monde décadent en pleine décomposition, Bouvard évolue comme un poisson dans l'eau. Anthonioz faisait remarquer que chansonniers et politiciens ont besoin les uns des autres. Bouvard égratigne sa clientèle, mais sans elle il ne serait pas Bouvard.

Claude ANCHER

### programme

#### MARDI 20 JANVIER

- TF 1**  
 20 h 00 - JOURNAL  
 20 h 30 - LA MERVEILLEUSE HISTOIRE DES JEUX OLYMPIQUES.  
 21 h 30 - LE BAL DES CADETS.  
 22 h 15 - DE VIVE VOIX. Quelle justice les juges rendent-ils ?  
 23 h 15 - JOURNAL et fin

- A 2**  
 20 h 00 - JOURNAL  
 20 h 30 - LES DOSSIERS DE L'ECRAN : Opération Tirpitz anglais v.f. (1955)  
 Débat : La chasse au plus grand navire de guerre.  
 23 h 15 - JOURNAL et fin.

- FR 3**  
 19 h 40 - TRIBUNE LIBRE la C.G.C.  
 19 h 55 - FLASH JOURNAL.  
 20 h 00 - LES ANIMAUX CHEZ EUX Les oiseaux aquatiques d'Australie.  
 20 h 30 - LES CINQ HORS LA LOI américain version française.  
 22 h 10 - JOURNAL et fin

Il faut regretter l'heure tardive du passage de l'émission «De vive voix» 22h15 sur TF1. Le thème du débat - Quelle justice les juges rendent-ils ? - est particulièrement d'actualité et nous intéresse. La présence de Philippe Texier du syndicat de la magistrature, permet d'espérer que certaines des questions qui nous concernent directement : justice de classe, accidents de travail, campagne du gouvernement contre les libertés seront abordées.

FR3 diffuse le film «Les cinq hors la loi». L'arrivée de cinq aventuriers dans une petite ville de l'ouest - le western traditionnel, même pas bien fait.

### feuilleton

# LIEVIN LE MINEUR ACCUSE de Jean-Paul Gay et Guy Morv

*Il y a maintenant 1 an, 42 mineurs étaient envoyés à la mort à la fosse 3 à Liévin. Une Commission Populaire d'Enquête allait se mettre en place. Son travail conduisit au Tribunal Populaire de Liévin le 22 mars 1975 où la responsabilité des Houillères fut clairement démontrée. Jean-Paul Gay et Guy Morv ont participé à ce travail avec des mineurs de Liévin, ils ont recueilli de multiples témoignages et en ont fait un livre dont nous publions des extraits.*

### 1948 : DÉCHAINEMENT DE LA RÉPRESSION

#### LA LUTTE S'ORGANISE...

Le 19 octobre, au puits 8 de Verquin (Pas-de-Calais) le piquet de grève ayant été chassé par la police, et les ingénieurs voulant organiser la reprise du travail, les mineurs décident en masse de réoccuper leur puits : 8 mineurs sont alors arrêtés, inculpés de sabotage du matériel des Houillères nationales, et incarcérés à la prison de Béthune. Un immense cortège, plus de 20 000 mineurs et leurs familles, de Bruay, des environs de Lens, de Nœux, d'Auchelles, de Bully-les-Mines, se forme et défile jusqu'au Palais de justice de Béthune. Là, ont lieu de violents combats au corps à corps avec les CRS que les mineurs arrivent à désarmer, brisant les mitraillettes sur les marches du Palais de justice. Les ma-

nifestants obtiennent la libération de 6 de leurs camarades arrêtés.

De même, à la Grande Combe (Gard) les mineurs et leurs épouses, chassent les CRS de leur puits. Le 26, un ouvrier sera assassiné à Alès. Mais, à Montceau-les-Mines, les mineurs ont le dessus et parviennent à faire prisonnier un colonel et un commandant de CRS.

Le 25 octobre, début de la 4ème semaine de grève, marque le début d'une nouvelle escalade dans le déchaînement de violence contre les grévistes. Cette escalade est annoncée par le gouvernement lui-même, avec les allocutions pleines de démagogie et de menaces de ses ministres Lacoste et Moch.

Lacoste déclare notamment : «...ajoutez à cela la souffrance des popula-

tions privées de gaz et de courant et la misère qui s'installe au foyer des mineurs pour tout un long hiver. Tout cela voulu par quelques-uns est subi dans le désespoir, mais non accepté. La foule des mineurs veut travailler. Elle demande au gouvernement d'aller plus loin que la sauvegarde des installations. Elle veut que la liberté du travail soit protégée. Le gouvernement a décidé de répondre à ce désir naturel, approuvé par toute la France par la mise en application d'un plan dressé depuis quelques jours sous la haute direction de Monsieur le ministre de l'Intérieur».

Ce plan, le ministre de l'Intérieur le présente ainsi : «Ce matin, à 4 heures, les services d'ordre qui environnaient le bassin depuis le début de la grève et qui s'en étaient rapprochés, il y a deux jours en passant de leurs casernes urbaines dans les cantonnements de villages, ont pénétré dans une vaste étendue de ce bassin minier du Nord. A 11 heures, elles avaient atteint les points qui leur avaient été assignés. Elles stationnent dans une vaste zone longue de 45 kms et large de 16 kms entre la frontière

belge et la route de Douai à Lille, c'est-à-dire dans tout l'important groupe minier de Valenciennes, et dans une partie de celui de Douai.

*Je le dis gravement et douloureusement, nous avons dû réunir des moyens considérables... Nous disposons dans la région même d'éléments supplémentaires en grande quantité. Responsable de l'ordre public, je m'adresse tout d'abord aux mineurs. Je leur demande de comprendre que ce n'est pas contre eux, mais pour eux que nous pénétrons sur les carreaux de leurs mines et dans les rues de leurs corons. Nous les délivrons de cette sorte de terreur que fait régner une minorité d'agitateurs qui sont au service d'une cause qui n'est pas celle de la France, ni, par conséquent, la leur. Nous ne venons pas non plus lutter contre la grève; nous venons empêcher la destruction d'un patrimoine national valant des centaines de milliards que compromet la criminelle décision de ne plus assurer la sécurité du fond et des cokeries».*

Dans l'escalade de la répression, les tentatives de division entre mineurs

français et étrangers, les violences systématiques exercées contre les mineurs étrangers, accusés d'être des «fauteurs de troubles», vont occuper une place très importante.

### BRUTALITÉ DE LA RÉPRESSION.

Au total, au cours de cette grève, plus de 2 000 mineurs sont jetés en prison. Dans la prison de Béthune, à l'hiver de 48, les mineurs sont entassés dans des conditions d'hygiène abominables et sans chauffage. Certains resteront en prison plusieurs mois après la fin de la grève. Dans les corons, dans les rues, les cafés, sur les marchés, les CRS organisent de véritables raffles. Les ingénieurs des mines qui avaient collaboré activement avec les nazis et qui avaient échappé à l'épuration, à la liberté, ce qui était chose facile vu la légèreté de cette épuration, sont les plus zélés pour dénoncer et livrer aux forces de police les mineurs considérés comme «meneurs» et qui sont souvent d'anciens Résistants.

**international**

# ESPAGNE : 200 000 cheminots réquisitionnés

Une fois encore, le gouvernement espagnol a choisi la répression pour seule réponse aux revendications de la classe ouvrière espagnole. Arguant du statut de «service public» des chemins de fer espagnols, Fraga Iribarne, après avoir rencontré son compère Ponia à Nice, a réquisitionné près de 200 000 cheminots. Ces derniers ont déjà reçu, pour certains d'entre eux, leur matricule militaire. Désormais, tout cheminot gréviste est passible de la juridiction militaire.

Ce renforcement de la répression fait partie d'un plan d'ensemble de Juan Carlos, visant à briser l'offensive ouvrière et populaire qui se construit dans les usines et les quartiers, contre le fascisme, l'absence des libertés démocratiques et le blocage des salaires.

Cette offensive connaîtra aujourd'hui un temps fort, avec la manifestation qui aura lieu devant la présidence du gouvernement à Madrid. Cette manifestation, malgré son interdiction, a fait l'objet d'une intense préparation

dans les commissions de quartier, mais aussi dans les assemblées générales qui ont eu lieu dans les différentes usines ou les divers secteurs en grève (bâtiment, métallurgie, etc...).

D'autre part, il se peut que le métro madrilène soit de nouveau en grève, après le refus de la direction et des services d'exploitation d'accepter les revendications des travailleurs. Enfin, les manifestations pour l'obtention de l'amnistie générale se poursuivent dans tout le pays : dans les Asturies, par exemple, où plusieurs milliers de personnes se sont violemment heurtées à la Garde Civile.

Toutefois, cette lutte des peuples d'Espagne contre le fascisme n'empêche pas les bourgeois européennes de proclamer la «libéralisation» de l'Espagne et de lui préparer sa place dans la Communauté Européenne. Pour ce faire, il y aura bientôt une réunion des Dix à Bruxelles, afin de permettre à l'Espagne fasciste de rejoindre le «libéralisme avancé» de Giscard.

# ANGOLA

## PROGRESSION DU MPLA AU NORD, DURS COMBATS AU SUD

De nombreux angolais fuient les zones dévastées des combats. Le Zaïre a fermé ses portes, ne les ouvrant qu'aux anciens colons portugais. Quant à l'Afrique du Sud, elle repousse systématiquement les angolais qui arrivent sur de nombreuses embarcations de fortune. Près de 2 700 réfugiés seraient ainsi actuellement bloqués dans la baie de Walvis, tenue par l'Afrique du Sud, dans le Sud-Ouest africain.

L'Afrique du Sud continue à mobiliser des réservistes pour intervenir encore plus fortement en Angola, après les graves revers militaires du FNLA, qu'elle a soutenu avec des soldats de l'armée régulière sud-africaine.

De leurs côtés, les USA ont une nouvelle fois dénoncé la présence de troupes cubaines aux côtés des forces du MPLA ; les forces cubaines se montaient à plus de 9 500 hommes, acheminés par des avions soviétiques à grands rayons d'action, en sorte qu'il y a maintenant un pont aérien régulier entre la Havane et la ville du Luanda, tenue par le MPLA.

Ce pont aérien, selon certaines informations, se ferait de nouveau avec

escale aux Açores pour faire le plein des avions.

Toutefois, pour faire pièce à l'intervention de la super-puissance soviétique en Angola, les USA ont décidé de poursuivre leur aide financière et militaire au FNLA et à l'UNITA. Et le congrès, après les déboires des mouvements soutenus sur le terrain par les USA, vient de désigner Kissinger pour responsable de ces échecs militaires. Le «conseil des 40» qui décide de l'aide au FNLA et à l'UNITA, l'a en effet destitué de sa présidence, à seule fin d'«améliorer» l'intervention US contre le peuple angolais.

Les affrontements se poursuivent toujours entre le FNLA (Front National de Libération de l'Angola) et le MPLA (Mouvement Populaire de Libération de l'Angola). Ces combats se déroulent actuellement dans le nord du pays, près de la frontière zairoise : c'est dans cette région que s'est replié le FNLA, après la perte de ses principales bases. D'autre part, plus au sud, les accrochages continuent entre le MPLA et l'UNITA (Union Nationale pour l'Indépendance Totale de l'Angola).

L'UNITA affirme s'être emparée des régions de Quibal et de Musende, et avoir repris la ville de Gago Coutinho, dans le sud-est.

Le Zaïre, qui soutient le FNLA, a, pour sa part, déposé une plainte au Conseil de sécurité de l'ONU au sujet de l'attaque conduite par le MPLA contre la ville zairoise de Diolo.

Selon certaines sources d'information, le MPLA aurait repoussé des forces zairoises qui tentaient de pénétrer dans l'enclave de Cabinda (au nord de l'An-

gola, et séparée de ce territoire par le Zaïre), territoire riche en pétrole.

Dans le même temps, le gouvernement US, par l'intermédiaire de Kissinger, a demandé à ses agents en poste à l'OTAN, de multiplier démarches et pressions sur les gouvernements ouest-européens afin d'obtenir de ces derniers un désaveu officiel de l'intervention de l'autre superpuissance soviétique en Angola.

Camille NOËL

## Vietnam : référendum pour la réunification le 27 avril

C'est le 25 avril prochain que sera organisé un référendum sur la réunification des deux parties du Vietnam, autrefois divisées par l'impérialisme français puis américain. Il s'agira de la consécration d'une lutte exemplaire menée par le peuple vietnamien pour la création d'un pays «mille fois plus beau», comme le voulait Ho-chi-minh.

## l'Islande rompt ses relations diplomatiques avec la Grande-Bretagne

Le gouvernement islandais a décidé, hier, en fin d'après-midi, de rappeler son ambassadeur en poste à Londres. Cette rupture des relations diplomatiques est la conséquence prévisible de ce que l'on a appelé la «guerre de la morue». L'économie islandaise repose principalement sur les activités de la pêche. Pour préserver ces activités, l'Islande avait décidé de porter la limite de ses eaux territoriales à 200 miles marins - exigence qui est, d'ailleurs, celle de l'ensemble des pays du Tiers-Monde. Or, les navires de pêche britanniques, depuis plusieurs mois, venaient dans les eaux islandaises, sous la protection de navires de guerre de la Royal Navy. Le gouvernement islandais avait annoncé que la rupture diplomatique interviendrait si la Grande-Bretagne ne retirait pas ses navires. Voilà qui est fait.

## Athènes : des militants anti-impérialistes poursuivis en justice

Le 7 et le 8 janvier, trois militants d'Ekke (Mouvement Communiste Révolutionnaire Grec) et un militant de AAMPE (organisation anti-fasciste-anti-impérialiste), ont été jugés en appel à Athènes à la suite de leur condamnation par le tribunal correctionnel pour leur implication dans l'agression contre l'ambassade américaine d'Athènes lors de la manifestation du 21 avril 1975.

En fait, Ekke avait salué cette attaque tout de suite après les événements, ce qui rend complètement absurde l'accusation de «responsabilité morale», prétexte que le pouvoir utilise pour réprimer les organisations communistes d'avant-garde.

Or, la large mobilisation populaire à Athènes en faveur des militants jugés, ainsi que la solidarité des organisations révolutionnaires des autres pays, puisque le tribunal correctionnel, tout en infligeant des peines de 18 mois de prison, acceptait le droit des condamnés à l'appel.

Ekke, intensifiant sa campagne de soutien pendant la période précédant le jugement de l'appel, a enfin contraint le pouvoir à acquitter les militants, sous la pression du mouvement populaire.

# MOON ANTI-COMMUNISME ET RACKETT

Qui est MOON SUN MYUNG ? à quoi destine-t-il les jeunes qu'il recrute ? Voilà autant de questions que l'action du couple d'ECULLY décidé samedi à récupérer Catherine, leur fille, a posées. Après avoir été tirée des griffes de la secte, « pour la réunification du christianisme mondial », Catherine est retournée au château dans lequel vivent les membres de son groupe et cela par les bons soins de la police, qui s'est empressée en la circonstance de faire prévaloir son sens de « la liberté ». Libre d'agir en toute tranquillité, le révérend MOON l'est en France, depuis plusieurs années. Et pour cause. Son organisation s'est implantée en France en 1968, sous le nom d'association pour l'unification du christianisme mondial, mais aussi mouvement universitaire pour la recherche des valeurs absolues ou église de l'unification. Plus tard, quatre autres associations suivaient, toutes visant une couche ou une tranche d'âge spécifique. Sous tous ces sigles, un même ciment, l'anti-communisme. Un anti-communisme qui sent la CIA puisque pour devenir « adhérent » il faut jurer que l'on est prêt à mourir pour entre autre défendre la COREE DU SUD contre les communistes du NORD. C'est là que MOON a commencé. L'implantation aux Etats-Unis a été la seconde étape, et il s'y est distingué en faisant manifester ses troupes aux cris de « DIEU AIME NIXON », cela en

plein WATERGATE ! NIXON a d'ailleurs reçu le révérend pour lui témoigner sa reconnaissance, ce qui n'empêche pas d'ailleurs la secte de soutenir FORD aujourd'hui.

En tout et pour tout, la branche française compte 250 membres et l'on a appris que 150 d'entre eux seraient partis pour la Corée il y a peu si l'on compte les « stagiaires » et sympathisants, MOON n'a pu réunir que 400 personnes et pourtant, tous les stades de formation qu'il organisait pour convaincre les jeunes recrutés se sont déroulés dans au moins quatre châteaux dont il était parfois propriétaire et dans des villas qu'il a fait construire. Si les services secrets américains n'ont pu que l'aider dans son entreprise, la loi fondamentale de sa secte a suffi à le mettre à la tête d'une fortune colossale. En effet pour être membre il faut faire don de tous ses biens présents et futurs, et travailler 16 H par jour pour la communauté, c'est à dire pour le maître. Bijouterie dans la région parisienne, usine à BORDEAUX, la liste est longue et le chiffre d'affaires de MOON impressionnant ; rien que pour les US, 8 millions de dollars ! Alors ? Comment des jeunes peuvent-ils tomber dans les griffes d'un tel escroc ? L'obésité inconditionnelle qu'il fait subir, sa richesse avouée et ses idées fascistes tout cela semble tellement grossier qu'à peine crédible. Et pourtant les explications ne



(photo Libération)

manquent pas. A l'ADFI, association qui regroupe les parents dont les enfants sont endoctrinés par MOON, on parle de lavage de cerveau. C'est un fait, abordés dans la rue, puis invités en week-end, les jeunes sont soumis tout d'abord à des cours puis des études psychologiques fixant leur type de formation, insistant sur le côté religieux pour certains, politique pour d'autres. Etudiants pour la plupart, MOON a joué en fait sur leur dégoût de la société, et l'importante crise idéologique : famille, métier, autant de secteurs où la morale traditionnelle de la bourgeoisie est rompue ; MOON exploite à fond l'absence de perspectives chez ces jeunes. Il opère un lavage de cerveau sur des jeunes pour qui la remise en cause des valeurs bourgeoises ne dépasse pas le stade du dégoût la mise en scène fait le reste pour les 250 adhérents français tous étaient de milieu catholique, pratiquants.

Comme le disait une jeune femme que nous avons interrogée et dont la sœur

appartient depuis quatre ans à la secte de MOON « ce qui m'a frappé le plus chez ma sœur, c'est qu'elle a perdu tout jugement, toutes les idées qu'elle avait ». Elle nous traite de communistes parce que nous ne croyons pas à sa théorie, mais elle ne sait même pas ce qu'est le communisme, elle répète ce qu'on lui met dans la tête toute la journée »...

Et MOON a agit en toute impunité pendant 6 ans. Curieusement toutes ses démarches opérées par les parents, par la Sécurité Sociale, par l'inspection du travail, et même la police locale n'ont pas été suivies d'effet, comme si certains trouvaient un intérêt direct aux activités de cette secte. Mais qui pourrait s'en étonner quand on voit que sa pratique quotidienne c'est de diffuser l'anti-communisme, particulièrement dans les files de chômeurs, dans les bureaux de chômage. C'est quand même bien comode pour certains.

Claude VILLARD.